

Zoom sur ...

... sur le [rapport de la Banque mondiale sur les migrations et les envois de fonds des migrants en 2018](#)

- ❖ **Les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne progressent à un rythme soutenu en 2018**

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale, **les transferts vers les pays à revenu faible ou à revenu moyen (PRFM) d'Afrique subsaharienne ont progressé de 9,6% entre 2017 et 2018** – un taux équivalent à la moyenne mondiale – pour atteindre 46 Mds USD. Cette évolution confirme le redressement enregistré dans la région en 2017 (+9,2%), après un net recul en 2016 (-10,4%). **Alors que l'Asie de l'Est et pacifique arrive en tête des destinations (avec 134 Mds USD) en 2018**, l'Afrique subsaharienne reste la région du monde vers laquelle les envois de fonds sont les plus faibles, juste derrière l'Europe et l'Asie centrale (53 Mds USD). **Cependant, les prévisions de croissance des transferts vers le sous-continent pour les années 2019 (+4,2%) et 2020 (+5,6%) sont supérieures aux prévisions de croissance mondiale.**

Pays	Total des transferts de fonds (M USD)	% du PIB en 2018
Bénin	368	3,5
Burkina Faso	437	3,1
Cap-Vert	243	12,3
Gambie	245	15,3
Guinée	48	0,4
Guinée-Bissau	27	1,8
Mali	885	5,1
Mauritanie	Non disponible	Non disponible
Niger	282	3
Sénégal	2213	9,1
Togo	452	8,5
Total	5200	62,1

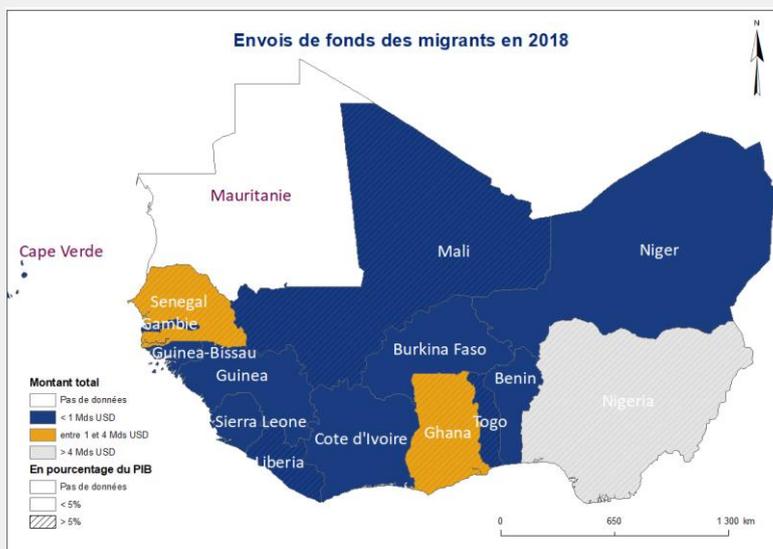
- ❖ **L'Afrique de l'Ouest est la région la plus bénéficiaire des transferts de fonds en Afrique subsaharienne**

Au sein de la CEDEAO, les envois de fonds reçus ont augmenté de 10,5% par rapport à 2017 – et même jusqu'à 88% au Bénin.

Seuls la Guinée-Bissau (-4%) et le Libéria (-53%) réalisent une contre-performance. Bien qu'elle soit plus faible que celles des pays d'Afrique de l'Est (+16,8%) et d'Afrique du Nord (+14,2%), cette progression est plus importante que la moyenne d'Afrique subsaharienne et équivalente à la moyenne du continent. **La CEDEAO a ainsi bénéficié de plus de 34 Mds USD d'envois de fonds en 2018, soit 39% des envois de fonds totaux du continent africain.** Seule l'Afrique du Nord attire plus de transferts (40 Mds USD).

Le Nigéria est le plus grand pays bénéficiaire des transferts de fonds en Afrique subsaharienne et le 6^{ème} PRFM à l'échelle mondiale. Il a reçu plus de 24 Mds USD en 2018, soit une augmentation de plus de 2 USD par rapport à l'année précédente. Le Ghana (3,8 Mds USD), le Sénégal (2,2 Mds USD), le Mali (0,9 Mds USD) et le Togo (0,5 Mds USD) se classent également dans le top 10 des pays d'Afrique subsaharienne les plus bénéficiaires en termes de montant reçu.

Rapporté au PIB, la Gambie (15,3%) et le Cap-Vert (12,3%) se classent 2^{ème} et 4^{ème} du continent.



- ❖ **Les coûts de transferts constituent encore une barrière importante pour certaines régions**

Au 1^{er} trimestre 2019, l'envoi de 200 dollars coûte en moyenne 14 dollars à l'émetteur, soit 7% du montant de son transfert. Pour les envois vers l'Afrique subsaharienne, ce taux atteint 9,3% – loin de la cible de 3% fixée par les Objectifs du Développement Durable d'ici 2030.

Ces moyennes mondiale et régionale masquent cependant de fortes disparités selon les régions : le coût moyen était par exemple de 3,5% pour les corridors les moins chers du continent africain en 2018, du Sénégal au Mali, de la France au Cameroun ou encore de la Côte d'Ivoire au Mali.

Point sur la mise en œuvre du PNDES

Le Comité national de pilotage du Plan national de développement économique et social (PNDES) a tenu, le 27 mai 2019, sa réunion de validation du rapport de performance 2018 et des perspectives 2019-2021. Selon ce rapport, l'économie nationale a évolué favorablement avec une croissance de 6,6% en 2018 contre 6,3% en 2017. Parmi les acquis, le rapport note le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité, les infrastructures routières achevées ou en voie d'achèvement, l'amélioration du taux national d'accès à l'eau potable, le renforcement de la gestion des déchets solides par les communes. Outre les réalisations d'infrastructures physiques, des résultats ont également été engrangés dans les domaines de la gouvernance politique, administrative et des droits humains. De nombreux défis restent cependant à relever, en particulier le défi sécuritaire et l'apaisement du climat social... En conclusion de cette revue, des décisions ont été prises en matière d'amélioration du suivi des politiques publiques, de production statistique, de renforcement du cadre macroéconomique et de célérité du transfert des ressources aux collectivités territoriales.

Digitalisation des services financiers : la DGI lance la nouvelle version de la plateforme eSintax

Après le lancement en avril 2018 de la version 1 du portail eSintax pour la télé-déclaration et le télépaiement des impôts, la Direction générale des impôts (DGI) vient de procéder au lancement officiel de la 2^{ème} version de ladite application. A ce jour, plus de 950 contribuables réalisent leurs télé-déclarations et télépaiements tous les mois sur eSintax ; plus de 20 000 télé-déclarations ont été effectuées pour un montant total de plus de 318 Mds FCFA (485 MEUR) ; plus de 3 200 ordres ePayment ont été réalisés avec succès grâce à l'interconnexion avec toutes les banques commerciales. Au total, plus de 60% des recettes fiscales de la DGI sont désormais déclarées et payées en ligne. La version 2 du portail eSintax intègre sept nouvelles fonctionnalités, notamment la délivrance des attestations de situation fiscale en ligne, la délivrance des certifications de chiffre d'affaires en ligne, la consultation de l'ensemble des arriérés en ligne, l'enregistrement des marchés en ligne afin de disposer de sa fiche de décompte fiscal en moins d'une minute, le paiement des impôts et taxes par mobile money avec Orange money, le paiement des impôts et taxes en espèces dans le réseau des banques partenaires de la DGI (UBA à ce stade) et la demande de remboursement de crédit de TVA en ligne.

Déblocage des financements pour le projet RATP/SCANIA

Le 21 mai 2019, le Premier ministre burkinabè a échangé avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet de modernisation du transport public urbain de la capitale burkinabè porté par les groupes français RATP et suédois SCANIA. Ce projet ambitionne de densifier le réseau de transport collectif de Ouagadougou, en déployant 550 véhicules neufs sur les lignes de bus actuelles et futures de la SOTRACO, puis de développer le futur réseau hiérarchisé multimodal qui s'appuiera sur 4 lignes structurantes de bus à haut niveau de service. Les études techniques étant achevées, les acteurs impliqués dans ce projet auraient obtenu l'accord du Premier ministre pour le déblocage des financements. Selon le ministre burkinabè des Transports, ce projet sera mis en œuvre à l'horizon mi-2020.

Présentation d'EUROCHAM Burkina

La Chambre de commerce européenne au Burkina (Eurocham Burkina), regroupant des entrepreneurs de l'Union européenne au Burkina Faso, a convié, le 24 mai 2019, ses membres et des diplomates résidant au Burkina, à un business meeting. Créée en mai 2018, avec le soutien de la DUE, Eurocham Burkina est une association ayant pour principal objet de représenter la communauté des affaires européennes et de faciliter les échanges industriels et commerciaux entre l'Europe et le Burkina Faso. Son président est Simon Pémont, DG de la filiale burkinabè du distributeur suisse de produits et services pétroliers et gaziers Oryx Energies. La cérémonie a également servi de cadre pour présenter Eurocham Côte d'Ivoire.

L'Indonésie va décaisser 130 Mds FCFA pour des projets de logements sociaux et de revêtement de routes

[Dans le cadre du renforcement de sa coopération avec la Côte d'Ivoire, l'Indonésie va débloquer un prêt d'un montant global de 130 Mds FCFA \(198 M EUR\) pour le financement des projets de logements sociaux \(30 Mds FCFA – 45,7 M EUR\) et de revêtement de route \(100 Mds FCFA – 152,4 M EUR\)](#), a indiqué récemment Guehe Jeanne, ambassadrice de Côte d'Ivoire en Australie et en Indonésie. Pour rappel, dans le cadre de l'axe 3 de son « Programme social », l'Etat de Côte d'Ivoire s'est lancé dans un vaste projet de construction de logements sociaux, dont 90 ha à Bassam, 439 ha à Songon et 52 ha à Bingerville. Aussi, une réhabilitation du réseau routier de 120 000 km est prévue d'ici 2020, annonce l'AGEROUTE (Agence de gestion des routes en Côte d'Ivoire).

Mobilisation financière de 500 M EUR pour le programme social du gouvernement ivoirien

Le porte-parole du gouvernement a annoncé que l'Etat ivoirien avait déjà mobilisé plus de 359 Mds FCFA (552 M EUR) dans le cadre de son programme social 2019/2020 (PSGouv). Cela représente près de la moitié des investissements initialement prévu, dont plus de 41% seront financé sur le budget de l'Etat. Ce sont donc 12 projets prioritaires qui ont pu être mis en œuvre afin d'améliorer le pouvoir d'achat des populations, de renforcer la cohésion sociale et de réduire la pauvreté dans un pays où plus de 46% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Attribution de quatre blocs d'exploration pétrolière en mer

Le gouvernement ivoirien a attribué quatre blocs d'exploration pétrolière en mer aux groupes français Total et italien Eni. Le porte-parole du gouvernement a annoncé que les sociétés investiront 166 M EUR, dont 85 M EUR pour Eni et 81 M EUR pour Total qui posséderont 90% des parts sur chacun des blocs. La société publique ivoirienne du pétrole, Petroci, contrôlera les parts restantes.

Lancement du projet de réhabilitation des pompes à motricité humaine

[Le Premier Ministre ivoirien a officiellement lancé le programme de réhabilitation de 21 000 Pompes à motricité humaine \(Pmh\) dans le pays.](#) Cette opération s'inscrit dans le Programme social du gouvernement et va nécessiter un financement de l'Etat de 15 Mds FCFA (23 M EUR) sur trois ans. L'objectif est de réparer et moderniser le matériel, notamment les 40% de pompes qui sont actuellement en pannes. Le Premier Ministre a rappelé que ce projet devrait bénéficier à 11 millions de personnes vivant en zone rurale et créer 500 emplois.

Création d'une Agence nationale sur les changements climatiques

[Le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, a annoncé la création d'une Agence Nationale sur les changements climatiques.](#) Cette Agence aura pour but de suivre et proposer des solutions aux problématiques auxquelles la Côte d'Ivoire devra faire face dans les années à venir. En effet, avec la dégradation des littoraux, la hausse des températures ainsi que la perturbation des précipitations, la Côte d'Ivoire pourrait enregistrer des pertes de 380 à 770 Mds FCFA (585 M à 1,18 Mds EUR).

Projet de création d'une bourse des produits agricoles ivoiriens

[Une délégation de la Bourse régionale des valeurs mobilières \(BRVM\) de l'UEMOA est venue évaluer le projet de création d'une bourse de matières premières agricoles \(BMPA\) dans la ville de Korhogo.](#) Cette rencontre avec les autorités locales, le ministère de l'Agriculture et du développement rural (MINADER) a permis de sensibiliser les acteurs locaux sur l'importance de ce projet dans la transformation du secteur agricole en Côte d'Ivoire. Cette BMPA devrait être opérationnelle pour juin 2020 sous la gestion de la direction générale de l'autorité de régulation du système de récépissés d'entreposage et démarrer avec trois produits : l'anacarde, le cola et le maïs.

GUINEE

L'AFD appuie le secteur agricole et la formation professionnelle pour un montant total de 20,7 M EUR

La Guinée et l'AFD viennent de signer deux nouvelles conventions de financement. La première concerne la mise en œuvre de la deuxième phase du projet PAFISAM (amélioration de la formation et de l'insertion dans les secteurs agricoles et miniers), pour un montant de 13 M EUR. La deuxième, d'un montant de 7,7 M EUR, concerne le projet d'appui au développement du bassin arachidier de Dabola, dont l'objectif est d'augmenter la production d'arachide à travers un conseil agricole pour l'amélioration des techniques de production, la diffusion des semences améliorées et la facilitation de l'accès au crédit pour la traction animale.

Guinea Alumina Corporation (GAC) obtient un important prêt de 750 M USD

Il s'agit du plus important montage financier jamais établi pour un nouveau projet minier en Guinée. Ce prêt d'une durée de 12 à 14 ans a été accordé par des institutions financières de développement, des agences de crédit à l'export et des banques commerciales, dont la Société financière internationale (330 M USD, somme qui inclut des dettes contractées auprès de banques commerciales), la Banque africaine de développement (100 M USD) et Export développement Canada (150 M USD). Les fonds serviront à financer l'exploitation de la bauxite et de l'infrastructure de transport connexe, ainsi que la construction d'installations portuaires. Pour mémoire, le projet GAC nécessite un investissement total de 1,4 M USD.

Faible taux d'accès à l'électricité, estimé à 35% de la population d'après la Banque mondiale

Selon un rapport de la Banque mondiale publié le 22 mai 2019, seulement 35 % de la population guinéenne ont à ce jour accès à l'électricité. En 2010, le pays n'exploitait qu'environ la moitié (118 MW) de sa capacité totale installée (234,15 MW). Depuis lors, plus de 3 Mds USD ont été injectés dans le secteur électrique pour combler le déficit énergétique estimé à 400 MW. Le barrage de Kaléta (240 MW) a ainsi pu être construit et mis en service en 2015. D'autres barrages sont prévus, notamment celui d'Amaria (300 MW) et de Souapiti (430 MW).

MALI

Orpillage : souhait de la société émiratie Al Sayyegh d'encadrer l'orpillage et d'installer des centrales d'achat

Au cours de leur visite aux Emirats arabes unis du 19 au 22 mai dernier, le Premier ministre (Dr Boubou Cissé) et la ministre des Mines et du Pétrole (Mme Lelenta Hawa Baba Ba) guinéens ont rencontré les responsables d'Al Sayyegh. Les échanges ont porté sur l'encadrement de la production artisanale d'or et sa commercialisation. Selon la ministre, l'appui de l'entreprise émiratie serait nécessaire notamment pour mieux contrôler les statistiques liées à la production artisanale d'or. Le Mali compte entre 12 et 13 mines industrielles contribuant à 8% de son PIB. Les exportations d'or du Mali auraient augmenté de 15,4%, pour atteindre 61,6 tonnes en 2018 contre 53,4 tonnes en 2017.

Filière Karité et emploi des femmes : octroi par la BAfD et le FAD d'un appui financier de 6 M EUR

Le gouvernement a ratifié deux accords de prêt avec la Banque africaine de développement (BAfD) et le Fonds africain de développement pour un montant total de 6 M EUR, dédiés au projet d'autonomisation économique des femmes dans la filière karité. Ces projets visent en priorité à améliorer les revenus des femmes et à développer leur autonomisation économique conformément aux feuilles de routes du projet. A terme, 400 coopératives devraient être lancées dans la production de karité.

Energie solaire : signature par le gouvernement d'une convention avec le groupement EREN-Total (Koutiala, 25 MW)

La convention porte sur la construction d'une centrale solaire de 25 MW à Koutiala. Le coût d'investissement est estimé à 36,2 M EUR. Le délai de construction serait de 16 mois et la durée d'exploitation de 28 mois. La mise en œuvre de cette convention permettra entre autres d'accroître l'offre d'Energie du Mali (EDM SA) dans un contexte de croissance permanente de la demande d'électricité (+10% par an), de renforcer la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et d'optimiser le coût de production.

Adoption d'une taxe de 0,2% sur les importations maliennes au titre la contribution au financement de l'Union africaine

Le gouvernement va introduire une taxe de 0,2% sur les importations pour apporter une contribution au financement du budget de l'UA. Le projet de loi instituant ce prélèvement vient d'être adopté en conseil des ministres. Cette nouvelle taxe s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des décisions issues du Sommet des Chefs d'Etat de l'UA, tenu à Kigali (Rwanda) en juillet 2016. Pour mémoire, les Chefs d'Etat avait adopté à ce Sommet le principe d'instaurer une taxe spéciale sur leurs importations en vue du financement du budget de l'UA et réduire ainsi la dépendance financière de cette organisation vis-à-vis des donateurs extérieurs (UE, Etats-Unis, Chine, Banque mondiale).

MAURITANIE

La Banque mondiale publie son rapport sur la Mauritanie

Selon le rapport de la Banque mondiale, la croissance économique a même légèrement accéléré, passant de 3% en 2017 à 3,6% en 2018. Cette embellie été tirée par les secteurs de télécoms, du transport, de l'agriculture et de la pêche. Le rythme de croissance annuel devrait fortement accélérer pour atteindre 6,2 % durant la période 2019-2022, sous l'effet d'une reprise des mines et la mise en chantier du gisement gazier de Grande-Tortue/Ahmeyim (GTA) susceptible de rapporter à la Mauritanie 14,4 Mds USD de recettes nettes en trente ans. La Mauritanie a enregistré un excédent budgétaire en 2018 (1,6% du PIB). Le niveau des réserves est monté à un niveau adéquat, à 4,7 mois d'importations de biens et services. Pour la première fois depuis dix ans, la Banque centrale a baissé en novembre 2018 son taux directeur, de 9% à 6,5%, pour faciliter le crédit aux entreprises et aux ménages.

La SNIM cède son gisement de fer du F'derick

Il s'agit d'un gisement de haute teneur (63%), situé dans la zone de F'derick et qui recèle de réserves estimées à 30 M tonnes. Le projet prévoit la création d'une société mixte comprenant un opérateur australien BCM et deux opérateurs mauritaniens. Le partenariat permettra aux investisseurs de détenir 80% et les 20% restants reviennent à la SNIM.

Aura Energy annonce la production d'un échantillon d'oxyde d'uranium (UO4) dans la mine Tiris

Selon les responsables de la compagnie, le résultat des échantillons produits ont attesté que l'UO4 produit est considéré comme vendable, avec des niveaux d'impureté acceptables par rapport aux normes ASTM. L'entrée en production de la mine est prévue en 2020, avec une production pouvant atteindre 11 M tonnes d'uranium pendant 15 ans.

Financements de projets par le FADES, dans les domaines de l'énergie et des infrastructures routières

Le 1^{er} projet est relatif à la construction d'une ligne électrique haute tension de 225 kilovolts, longue de 670 km, devant relier les villes de Nouakchott et de Zoueira, avec une extension de 39 km vers la ville d'Atar au nord du pays. Les travaux de ce projet, financé à hauteur de 4,73 Mds MRU (1 15,9 M EUR) par Fonds arabe de développement économique et social (FADES), d'être lancés par le Chef de l'Etat mauritanien. Le 2^{ème} projet porte sur la réhabilitation de la route de l'espoir. Il bénéficie d'un prêt est de 1,68 Md MRU (41,2 M EUR), échelonné sur 32 ans dont 7 années de grâce et un taux d'intérêt de 2%. Ce dernier projet devrait permettre le financement, entre autres, des travaux de génie civil, des services du consultant, de l'acquisition d'équipements de comptage du trafic et des balances pour la pesée des cargaisons transportées, et de la formation au profit de la société nationale ATTM.

NIGER

Les services du FMI concluent leur mission de revue de programme et de consultation 2019 au titre de l'article IV

Une mission du FMI a séjourné à Niamey du 15 au 28 mai 2019 afin de mener des discussions au titre de la 4^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et des Consultations au titre de l'article IV. En résumé, la stabilité macroéconomique reste fermement établie et la

croissance économique, estimée à 6,5% en 2018, a dépassé les attentes malgré un environnement sécuritaire plus difficile. Elle devrait rester forte en 2019 (6,5%), portée par les secteurs de la construction et des services, ainsi qu'une augmentation de la production de pétrole. La situation budgétaire demeure dans l'ensemble satisfaisante avec un déficit global en baisse à 4,1% du PIB en 2018 contre 5,7% en 2017. En revanche, l'apurement des arriérés de paiement intérieurs a accusé des retards. En conclusion, l'équipe du FMI encourage les autorités nigériennes à renforcer leurs efforts pour répondre aux besoins spécifiques du secteur privé formel, en renforçant les incitations de croissance, tout en assurant l'accès au crédit à des conditions abordables, ainsi qu'une distribution plus équitable de la charge fiscale. La formation professionnelle et une éducation de qualité sont cruciales, de sorte que le Niger puisse mieux tirer profit des emplois générés par les projets d'investissement extérieurs.

La BAfD débloque 128,8 M USD (115,5 MEUR) pour le barrage de Kandadji

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a décidé d'octroyer au Niger 128,8 M USD \(115,5 M EUR\) pour la réalisation \(dans un délai d'environ 58 mois\) du barrage de Kandadji](#) dans la région de Tillabéri. Cet appui se compose d'un prêt de 65,1 M USD (58,5 M EUR), d'un don de 49,7 M USD (44,6 M EUR) du fonds africain de développement, ainsi que d'un prêt de 14 M USD (12,5 M EUR) de la facilité d'appui à la transition. Le barrage, d'un coût total de 230 M EUR, permettra d'accroître l'accès à l'eau pour le développement agricole et d'améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie des populations, grâce à la mise en valeur d'un potentiel de terres irrigables de quelque 45 000 hectares. L'énergie électrique générée par le barrage sera de 130 MW pour une production annuelle de 629 GWh, ce qui représente une hausse de 55 % de la production totale du pays.

La BOAD financera les travaux d'aménagement et de bitumage de la voirie urbaine de Tillabéri à hauteur de 14 Mds FCFA (21,3 M EUR)

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a accordé un crédit de 14 Mds FCFA (21,3 M EUR) pour le financement partiel des travaux d'aménagement et de bitumage de la voirie urbaine de Tillabéri, à 115 km au nord-ouest de Niamey. Ce financement se subdivise en une tranche concessionnelle de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) et en un prêt souverain de 9 Mds FCFA (13,7 M EUR). Effectués dans le cadre du programme de la « fête tournante » de la République nigérienne qui sera célébré le 18 décembre prochain dans cette ville, ces travaux seront réalisés par l'entreprise française Sogea Satom pour un coût global de 16,8 Mds FCFA (25,6 M EUR).

La BOAD soutient les PME via BOA, filiale locale de BMCE Bank

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Bank of Africa (BOA) Niger, filiale du groupe bancaire marocain BMCE Bank, ont signé le 27 mai à Lomé, une convention de financement pour une ligne de 10 Mds FCFA (15 M EUR) à disposition de la BOA Niger en faveur des micros, petites et moyennes entreprises locales (MPME). Ce concours s'inscrit dans le cadre du 3^{ème} Programme entrepris par la BOAD et son partenaire allemand la KfW, visant à soutenir via le canal du secteur financier, les MPME de l'UEMOA en finançant leurs investissements, dans le but d'augmenter leur productivité, leur compétitivité et leur contribution à la création de richesses et d'emplois dans la zone UEMOA.

La Braniger, filiale de Castel, sur le point de fermer ses portes au Niger

La société des Brasseries et boissons gazeuses du Niger (Braniger), filiale du groupe français Castel, est sur le point de fermer ses portes au Niger. Face aux pertes cumulées depuis plusieurs années et compte tenu de la baisse des ventes depuis le début 2019, le Conseil d'administration a convoqué une Assemblée générale pour le 10 juin en vue de dissoudre la Braniger, ce qui entraînera dans les prochaines semaines, l'arrêt des activités de production et des ventes. La nomination d'un liquidateur est attendue dans les prochaines semaines, a priori au cours de l'AGE du 10 juin. Les autorités nigériennes auraient engagé des consultations afin de trouver des solutions pour sauver cette entreprise. Présente au Niger depuis plus de 50 ans, la Braniger est le leader national sur le marché de la bière et des boissons gazeuses.

Visite d'État du Président du Niger en Chine

Le Chef de l'Etat du Niger, accompagné de la Première Dame et d'une importante délégation, est arrivé le 26 mai à Hangzhou, dans la Province du Zhejiang, première étape de cette visite d'État de cinq jours. Le Président nigérien Issoufou Mahamadou s'est ensuite rendu à Pékin où il s'est entretenu, en tête-à-tête, avec le Président chinois Xi Jinping, lors d'une cérémonie officielle sur la Place de la Porte d'Est du Grand Palais du Peuple. Ce séjour a été marqué par des discussions officielles, notamment sur des questions d'intérêt commun, et la signature de plusieurs accords de coopération entre les deux pays.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque